

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

NOTE-CIRCULAIRE N° 301979/DEF/DFR/PER

relative à la conséquence pour les agents de l'État de la perte des droits civiques.

Du 30 août 1989

NOTE-CIRCULAIRE N° 301979/DEF/DFR/PER relative à la conséquence pour les agents de l'État de la perte des droits civiques.

Du 30 août 1989

NOR D E F P 8 9 5 9 0 3 8 C

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 340.6.

Référence de publication : BOC, p. 4070.

La question a été posée à plusieurs reprises de savoir quelle mesure il convenait de prendre à l'égard d'agents tenant un emploi public (fonctionnaires, agents sur contrat, ouvriers de l'État, auxiliaires) privés, à la suite d'une condamnation pénale, de leurs droits civiques.

La présente note-circulaire apporte les précisions rendues nécessaires par l'évolution du contexte juridique telle qu'elle a été marquée par le conseil d'État qui, à plusieurs reprises, a été amené à se prononcer sur cette question.

I. LA JURISPRUDENCE.

C'est ainsi que le 11 janvier 1972, appelée à donner son avis sur la question de savoir si une administration peut légalement recruter pour participer à l'exécution du service public une personne qui par suite d'une condamnation pénale a perdu la jouissance de ses droits électoraux, la haute assemblée a rappelé qu'aux termes de l'article 16 de l'ordonnance du 4 février 1959 (1), « nul ne pouvait être nommé à un emploi public s'il ne jouissait de ses droits civiques » et notamment de ses droits électoraux.

Elle a estimé à cette occasion que cette disposition, bien qu'elle soit incluse dans le statut général des fonctionnaires (2) applicable aux seules personnes nommées dans un emploi permanent et titularisées dans un grade de la hiérarchie des administrations centrales de l'État, des services extérieurs en dépendant ou des établissements publics de l'État, était l'expression d'un principe général applicable dans tous les emplois publics.

Depuis, dans un arrêt ROGER rendu le 28 mai 1982, le conseil d'État a fait valoir qu'une disposition du statut de certains agents publics, prévoyant le licenciement de ceux d'entre eux qui font l'objet d'une condamnation comportant la perte des droits civiques, se bornait à faire application du principe général de valeur législative selon lequel nul ne peut accéder à un emploi public ni être maintenu dans un tel emploi, s'il ne jouit de l'intégralité de ses droits civiques.

II. CONSÉQUENCES ATTACHÉES À LA PERTE DES DROITS CIVIQUES OU À LA PRIVATION DES DROITS ÉLECTORAUX.

Il ressort de cette jurisprudence, que non seulement la perte des droits civiques infligée à titre de peine principale ou prononcée à titre complémentaire par une juridiction pénale, mais la seule privation des droits électoraux, même temporairement, par application des articles L. 5, L. 6 et L. 7 du code électoral, suffisent à interdire l'accès aux emplois public et entraînent, si elles apparaissent ou sont découvertes après le recrutement, pour un agent occupant un emploi public, la radiation des contrôles sans que la procédure disciplinaire ait à être suivie.

III. INCIDENCES DE LA PROCÉDURE.

Toutefois, il n'y a pas lieu de procéder à la radiation des contrôles de l'agent, lorsqu'en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, le tribunal qui a prononcé la condamnation en a exclu expressément la mention au bulletin n° 2 du casier judiciaire soit dans le jugement infligeant la condamnation, soit par jugement postérieur rendu à la requête du condamné.

En effet, aux termes mêmes de l'article 775-1 du code précité « l'exclusion de la mention de la condamnation au bulletin n° 2 emporte relèvement de toutes les interdictions, déchéances ou incapacités de quelque nature qu'elles soient résultant de cette condamnation ».

En conséquence, avant de prendre toute décision quant à la radiation des contrôles d'un agent condamné à une peine entraînant la perte de tout ou partie des droits civiques, il convient de vérifier si la condamnation est ou non inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'intéressé.

Dans l'hypothèse où la décision d'exclusion de mention au bulletin n° 2 est rendue postérieurement au jugement ayant prononcé la condamnation et qu'au vu de ce jugement initial l'administration a déjà procédé à la radiation des contrôles de l'agent en cause, celui-ci ne peut prétendre de droit à la réintégration automatique dans son emploi. De telles demandes de réintégration, accompagnées d'une copie des jugements rendus, sont soumises à la décision du ministre ⁽³⁾. Ces dispositions sont également applicables aux agents qui, ayant été privés temporairement de tout ou partie de leurs droits civiques, atteignent le terme fixé à cette privation.

IV. INCIDENCE SUR LE PLAN DISCIPLINAIRE.

En vertu du principe de l'indépendance de l'action pénale et de l'action disciplinaire, l'exclusion de la mention de la condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la procédure disciplinaire dès lors que les faits commis constituent une faute passible d'une sanction disciplinaire.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

L'administrateur civil hors classe, directeur de la fonction militaire et des relations sociales,

J.-P. CHAMPEY.

(1) Abrogée par loi 84-16 du 11 janvier 1984 (BOC, p. 208).

(2) Article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 (BOC, p. 4545) portant droits et obligations des fonctionnaires.

(3) Direction de la fonction militaire et des relations sociales pour les agents civils relevant des états-majors et services communs. Direction des personnels et affaires générales pour les agents civils de la délégation générale pour l'armement.